



Commune  
de  
Maussane les Alpilles

# DÉCISION 2022/012

## AR Prefecture

013-211300587-20220224-DEC2022012-AR  
Reçu le 01/03/2022  
Publié le 01/03/2022

### CONTROLE DE 64 POTEaux INCENDIE SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE MAUSSANE LES ALPILLES,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2122-22 et L. 2122-23 ;

Vu la délibération n° 2020/06/04/35 du Conseil municipal en sa séance du 4 juin 2020 donnant délégations au Maire d'un certain nombre de ses compétences, notamment l'alinéa 4 ;

Vu l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant Code de la Commande publique.

Vu le Décret n° 2015-235 du 27 février 2015 relatif à la défense extérieure contre l'incendie ;

Vu le Code général des collectivités territoriales (partie réglementaire) Chapitre V Défense extérieure contre l'incendie et notamment ses articles R.2225- 1 et suivants ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 31 janvier 2017 portant approbation du Règlement départemental des Bouches-du-Rhône de défense extérieure contre l'incendie

**Considérant** les modalités d'exécution, la périodicité des contrôles techniques, les actions de maintenance et les reconnaissances opérationnelles des points d'eau incendie (PEI) chacune définie dans le règlement départemental précité, mentionné à l'article R. 2225-3 ; qu'ainsi, l'ensemble du parc de PEI doit faire l'objet d'un contrôle technique sur une durée maximum de trois ans.

**Considérant** l'offre obtenue de gré à gré auprès de la société AX'EAU -agence Secteur Avignon - 7, avenue de la Chaffine - 13 160 CHATEAURENARD, pour la réalisation de ce contrôle au titre de l'année 2022 sur les 64 poteaux incendie communaux recensés.

## DÉCIDE

En exécution des pouvoirs délégués susvisés,

**Article 1er** : la prestation de contrôle technique de l'ensemble des poteaux incendie sur la commune est attribuée à la société AX'EAU précitée pour un montant arrêté à DEUX

Délai et voie de recours : la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille (22-24 rue Breteuil/13281 Marseille cedex 6) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et de sa réception par le représentant de l'Etat

MILLE TROIS CENT QUATRE EUROS TOUTES TAXES COMPRISES (déplacement + contrôle proprement dit de tous les PEI publics + remise d'un rapport et PV de conformité).

Les services techniques fourniront dans les plus brefs délais les informations tirées de cette prestation aux unités opérationnelles du SDIS (dont la zone de pompiers de Maussane).

**Article 2** : Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente décision fera l'objet d'une information lors du prochain Conseil Municipal.

**Article 3** : La présente décision sera inscrite au registre des actes de la Mairie et ampliation en sera adressée à Monsieur le Receveur Municipal.

**Article 4** : Le Directeur Général des Services et le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Article 5** : Monsieur le Maire de Maussane les Alpilles certifie le caractère exécutoire de cette décision par sa publication et par sa transmission pour contrôle de légalité à la sous-préfecture d'Arles le : 1 MARS 2022

Fait à Maussane les Alpilles, le 24 février 2022

Le Maire,

Jean-Christophe CARRÉ

